

GERBET, Pierre. *Le relèvement 1944-1949*. Paris, Imprimerie Nationale, Coll. « Politique étrangère de la France 1871-1969 », 1991, 484 p.

Daniel Colard

Volume 23, numéro 2, 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703035ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703035ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Colard, D. (1992). Compte rendu de [GERBET, Pierre. *Le relèvement 1944-1949*. Paris, Imprimerie Nationale, Coll. « Politique étrangère de la France 1871-1969 », 1991, 484 p.] *Études internationales*, 23(2), 489–491.
<https://doi.org/10.7202/703035ar>

communautaires feront converger les politiques sociales et économiques des Douze. L'environnement économique des espaces régionaux en sera de moins en moins différencié, posant dans une dimension nouvelle le contexte régional.

Et puis, et puis enfin viendra peut-être le temps où l'État-nation, ce vieux carcan de l'Europe, commencera à se relâcher sous la poussée des régions naissantes, de leurs associations, de leurs regroupements. Certes nous sommes loin des régionalismes, de cette «Europe aux cent drapeaux», mais il est toujours permis de rêver...

Un excellent ouvrage, une synthèse remarquable à recommander pour tout professeur, étudiant ou simple curieux qui doit aborder la politique régionale européenne.

Joël ROUFFIGNAT

*Département de géographie
Université Laval, Québec*

GERBET, Pierre. *Le relèvement 1944-1949*. Paris, Imprimerie Nationale, Coll. «Politique étrangère de la France 1871-1969», 1991, 484 p.

Ce volume est le troisième d'une collection consacrée à la politique étrangère de la France. Les deux premiers couvraient la période 1932-1944 : l'un intitulé «La Décadence» (1932-1939), l'autre «l'Abîme» (1939-1944), les titres reflétant parfaitement cette sombre séquence historique qui a marqué si profondément notre pays.

«Le Relèvement» commence avec les années de l'immédiat après-Guerre. L'ouvrage est collectif, mais Pierre Gerbet en est le principal auteur et le maître d'œuvre. Trois ambassadeurs – Jean Laloy, Jacques Dupuy, Jacques de Folin – et un consul général – Henri Rollet – ont apporté leur collaboration, en fonction de leurs compétences et de leurs expériences diplomatiques. Le résultat est pour le lecteur un livre dense, passionnant et d'une grande richesse d'informations. Les treize chapitres qui en forment l'ossature sont accompagnés de notes et de cartes, sans oublier un précieux index des noms propres et quelques planches hors-texte.

Jean-Baptiste Duroselle, dont on connaît la science et l'expérience, a écrit la préface d'où nous extrayons ces quelques lignes qui résument l'esprit du livre ou plutôt de cette étude scientifique : «Le propre de la véritable histoire n'est pas la vaste généralisation. Celle-ci, portant nécessairement sur le «long terme», sur le «temps long», présente un caractère simplificateur. Nous n'en mésestimons pas l'immense intérêt, mais il s'agit de philosophie de l'histoire... L'histoire réelle a besoin de «détails», car les détails rappellent que tout se passe dans un mélange d'ordre – l'homme étant un animal rationnel – et de désordre – l'émotion et la passion perturbant parfois totalement la logique de nos vies». On ne saurait mieux dire. La somme de «détails» permet, en effet, de mieux comprendre le lent processus du Relèvement d'une France qui avait été sévèrement battue en 1940.

La structure de l'ouvrage comprend deux grandes parties: l'une étudie «Le poids du passé et les données nouvelles» (1944-1946), l'autre traite de l'ancrage de «La France dans le camp occidental» (1947-1949).

Les pesanteurs sociologiques et historiques pèsent sur les hommes au pouvoir à la Libération: le Général de Gaulle et Georges Bidault notamment. On lira avec intérêt ici le chapitre III sur le «problème allemand» et le chapitre I sur la «France et les Trois grands». Parmi les données nouvelles deux vont jouer un rôle considérable: la «faiblesse économique» (chap. v) de notre pays qui postule une assistance ou une aide étrangère qui sera le Plan Marshall proposé par les États-Unis aux vieux États européens, d'une part; le processus de décolonisation qui s'engage outre-mer, et d'abord en Indochine, et débouchera sur des guerres de libération nationale que la France paiera très cher (chap. vi et vii). La bipolarisation des relations internationales qui éclate avec la guerre froide en 1947 fait prendre conscience aux dirigeants de la IV^e République que la nation de Louis XIV et Napoléon n'est plus une grande puissance, qu'elle a perdu son «rang» et son «statut privilégié» du début du XX^e siècle.

La division des vainqueurs – la rivalité soviéto-américaine – a entraîné la division des vaincus, c'est-à-dire de l'Allemagne, puis de l'Europe, enfin du Monde. Devant le condominium de Washington et Moscou, il faut bien choisir son camp et son bloc. La France, un moment tenté par le neutralisme ou le non-alignement, choisit très logiquement de rester dans le «camp occidental». Le tournant s'opère sous G. Bidault et avec le gouverne-

ment Ramadier qui exclut en 1947 les Communistes du ministère. C'est l'année du Plan Marshall et de la doctrine Truman, à la suite du coup de Prague et de la première crise de Berlin: la «stratégie du containment» devient l'alpha et l'oméga de la diplomatie des États-Unis.

Paris accepte l'aide économique et la protection militaire des États-Unis tout en travaillant au début de la construction de l'Europe politique. D'où l'adhésion à l'Union occidentale, au Pacte atlantique et au Conseil de l'Europe, trois organisations intergouvernementales appelées à développer la solidarité européenne et euro-atlantique contre l'expansionnisme stalinien. Ce qui est remarquablement exposé dans les chapitres x-xi et xii. L'option européenne et l'option atlantique arrêtées en 1947-1948 ne seront plus remises en cause par les dirigeants de la IV^e République et même de la V^e République, les attaques du Général de Gaulle contre la CED et l'OTAN portaient plus sur les modalités d'organisation de l'Europe et de l'Alliance que sur le fond des choses. Les problèmes de souveraineté expliquaient des querelles institutionnelles et politico-idéologiques entre la France, ses alliés européens et les États-Unis d'Amérique. Mais la menace à l'Est ne laissait pas une grande liberté de manœuvre aux partis au pouvoir.

On a oublié aujourd'hui – pour bien comprendre les cinq années du Relèvement – le poids des problèmes intérieurs (conflits sociaux) et celui des crises de l'Outre-Mer (conflits de décolonisation: insurrections à Madagascar, révolte en Algérie, guérilla en Indochine), données justement

rappelées afin d'éclairer l'enchaînement des événements.

On retrouve dans le troisième volume de cette collection prestigieuse l'approche chronologique combinée avec une approche thématique (Allemagne, Europe, Outre-Mer, Défense). Les auteurs ne manquent pas non plus de prendre en compte le poids de l'économie, les forces socio-politiques, la psychologie collective des acteurs de l'époque. Le volume suivant couvrira les années 50-58, c'est-à-dire la période qui part de la guerre de Corée et se termine avec le retour aux Affaires du Général de Gaulle, fondateur de la v^e République. La qualité des trois premiers tomes – n'en doutons pas – annonce un ouvrage de la même facture: solidité de l'information, nuances dans la présentation et compétence hors pair de l'équipe rédactionnelle. Nous attendons la suite de cette trilogie avec impatience.

Daniel COLARD

Université de Besançon, France

URI, Pierre. *Penser pour l'action, Un fondateur de l'Europe*. Paris, Éditions Odile Jacob, 1991, 318 p.

Le livre de Pierre Uri relance le débat sur les origines de la Communauté européenne et sur la paternité que chacun revendique. Il est difficile de trouver des réponses tant sont nombreux les candidats. L'idée européenne s'associe volontiers avec Jean Monnet, Robert Schuman, Alcide de Gasperi. Il est pourtant des figures qui restent dans l'ombre, rédigent les

traités qui se succèdent à un rythme rapide dès 1947, mais ne recueillent aucun laurier. Pierre Uri appartient à cette dernière catégorie. Issu d'une famille d'agrégés, Pierre Uri interrompt sa carrière de professeur pour entamer celle de haut fonctionnaire. Dès lors, il participera à toutes les négociations qui scellent le devenir de l'Europe. Celle de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, puis celle d'Euratom.

L'unité de l'Europe est une idée qui s'impose très tôt, au sortir de la guerre, mais elle ne débouchera sur l'action que bien des années plus tard, lorsque la guerre froide, figeant les frontières entre l'Est et l'Ouest, entre les deux Allemagnes, dicte la réponse, celle de la dynamique européenne. Les tentatives ne manqueront pourtant pas: celle de greffer un noyau communautaire autour de l'organisation de coopération économique européenne (OECE), organe de gestion du Plan Marshall, bientôt paralysée par la règle de l'unanimité. Son histoire résume les tendances qui se dégagent alors sur l'orientation politique à donner à l'Europe. Elle doit être, pour la Grande-Bretagne, un instrument de promotion du libre-échange pour ses seize membres, un Espace économique européen avant l'heure. Pour la France, elle ne saurait suffire à assurer la construction d'une fédération de l'Ouest. Elle n'implique aucune délégation de souveraineté et ne peut mener qu'à une impasse.

La France tentera alors de nouer un dialogue avec la Grande-Bretagne, autre puissance majeure en Europe. Mais, celui-ci n'est guère possible. La Grande-Bretagne, «nation victorieuse aux responsabilités mondiales», n'est